



AEFE : toutes et tous en grève et dans l'action du 22 au 26 novembre !

Les sections HDF de la FSU (SNES, SNEP, SNUipp) ont décidé de lancer une **semaine d'action dans le réseau AEFE du 22 au 26 novembre**. Période charnière correspondant à la tenue du Conseil d'administration de l'AEFE (25 novembre) et du Comité technique (9 décembre), où des décisions cruciales pour l'avenir du réseau et de ses personnels seront prises, concernant notamment le budget et les postes.

► **L'autoritarisme** s'est renforcé dans les établissements comme en Centrale. L'Agence a pérennisé certains fonctionnements liés à la crise sanitaire : formation continue en distanciel et hybride, reprise de l'enseignement à distance à la moindre occasion, tentative de récupération de jours "perdus", modification du calendrier scolaire... De plus en plus, l'administration exige des personnels qu'ils soient corvéables à merci. Cela doit cesser. **Considérer ses personnels, c'est les respecter !**

► **Le dialogue social** doit réellement exister, en centrale, comme dans le réseau. Les instances ne sont pas des chambres d'enregistrement des décisions administratives. Les personnels ne sont pas écoutés : leurs difficultés ne sont pas prises en compte. Ainsi, au Liban, les personnels de droit local et les faux résidents perçoivent des salaires de misère sans aucune aide de l'Agence, alors qu'elle subventionne avec l'argent public les établissements privés à l'étranger ! En Grèce, les personnels sont soumis à la pression fiscale grecque, là encore sans véritable soutien de l'AEFE. Aux personnels qui n'ont pas pu rentrer en France depuis 2 ans, l'AEFE répond que la règle est la même pour toutes et tous et que leur présence est obligatoire à la rentrée. Même dans des situations extrêmes, les réponses de l'AEFE sont indignes. **Considérer ses personnels, c'est les écouter !**

► **La situation financière des personnels** (PDL et détaché·es) s'est dégradée. Tous les personnels doivent pouvoir bénéficier de salaires décentés. Les détaché·es, et par extension les PDL, doivent bénéficier des primes (statutaires, Grenelle, informatique), indemnités (ISVL à la hauteur des besoins locaux) et prestations familiales (avantage familial) qui leur sont dues. Dans les établissements, le nombre de postes de détaché·es et de recruté·es locaux doit répondre aux enjeux pédagogiques. Les frais de quatorzaine et les surcoûts liés à la crise sanitaire doivent être pris en charge pour tous les personnels. **Considérer ses personnels, cela passe aussi par le porte-monnaie !**

► À ceci s'ajoutent des **revendications locales**.

► Suite au boycott de la réunion d'information sur les nouvelles instances à l'Agence, une nouvelle réunion a eu lieu le 21 octobre. La FSU considère que **la future architecture des instances envisagée par l'AEFE dans le cadre de la Loi de transformation de la Fonction publique met en péril le dialogue social et la représentation des personnels**. Elle estime qu'il est nécessaire de **frapper fort sans plus attendre pour rétablir le dialogue social** dont l'absence actuelle freine de nombreux dossiers. Le SNES et les syndicats de la FSU vous informeront de l'avancée des discussions.

Les secteurs HDF des syndicats de la FSU ont déposé un **préavis de grève à l'AEFE pour chaque jour de la semaine du 22 au 26 novembre**. Les sections d'établissement du réseau détermineront localement la ou les journée-s de grève. Une action forte est nécessaire : si une journée de grève, même réussie, ne garantit pas à tous les coups d'être entendu·e-s, il est certain que sans grève, face à une administration bornée et peu soucieuse des personnels, il n'y aura aucun impact. La grève reste incontournable, surtout celle-ci !

Localement, la grève sera accompagnée d'autres formes d'action : assemblées générales, motions...

Cette semaine d'action construite autour d'une grève doit être une réussite. Elle répond à une urgence. La mobilisation de toutes et tous est indispensable pour peser dans les discussions et infléchir radicalement la politique de l'Agence. Le devenir du service public d'éducation à l'étranger et de ses personnels en dépend.

Toutes et tous en grève et dans l'action !